

PLANÈTE • COP27

A la COP27, un accord historique sur l'aide aux pays pauvres, mais pas d'accélération de la lutte contre le réchauffement

La conférence climat de Charm El-Cheikh a reconnu pour la première fois la nécessité d'aider financièrement les pays les plus vulnérables à faire face aux dégâts causés par le réchauffement. Mais les 196 pays présents ont échoué à s'attaquer aux énergies fossiles.

Par Audrey Garric (Charm El-Cheikh (Egypte),
envoyée spéciale)

Publié le 20 novembre 2022 à 05h58, mis à jour hier à 11h39 • Lecture 8 min. • [Read in English](#)

Article réservé aux abonnés



Sameh Choukri, le président de la COP27, s'exprime lors de la session de clôture à Charm El-Cheikh, en Egypte, le 20 novembre 2022. PETER DEJONG / AP

Les négociations climatiques sont des théâtres, avec leur lot de postures et de retournements de situation. Des représentations d'un genre particulier, dont on ne connaît à l'avance ni le nombre d'actes ni le registre. La conférence mondiale sur le climat (COP27), qui s'est tenue avec pour toile de fond la station balnéaire de Charm El-Cheikh (Egypte), n'a pas dérogé à la règle, s'achevant dimanche 20 novembre, avec trente-sept heures de retard par rapport à la clôture officielle, après de multiples rebondissements. Elle s'est terminée sur une double tonalité : celle de l'épique et du tragique.

Si elle a reconnu pour la première fois la nécessité d'aider financièrement les pays les plus vulnérables, qui subissent déjà des impacts climatiques, elle a échoué à suffisamment accélérer la lutte contre le dérèglement climatique faute d'accord sur les énergies fossiles. La COP27 a ainsi commencé à répondre aux symptômes de la crise mais pas à ses causes.

Les 196 pays ont marqué une avancée historique sur l'enjeu crucial de la conférence : ils ont décidé de créer un fonds pour les « *pertes et dommages* », afin d'aider financièrement les pays en développement « *particulièrement vulnérables* » à faire face à ces dégâts irréversibles causés par le réchauffement climatique. Cette décision, accueillie par des applaudissements nourris, est l'aboutissement d'une demande que les pays du Sud portent depuis trente ans.

« *La COP27 a fait ce qu'aucune autre COP n'avait réalisé* », se félicite Mohamed Adow, directeur exécutif de l'ONG Power Shift Africa. « *Cette question n'était même pas à l'ordre du jour au début des négociations, et aujourd'hui nous entrons dans l'histoire, loue-t-il. Cela montre que le processus des Nations unies peut donner des résultats et que le monde peut reconnaître le sort des personnes vulnérables.* »

« Dette climatique »

Dans le centre de conférences situé sur la mer Rouge, les Etats vulnérables n'ont eu de cesse de le marteler : ils sont les principales victimes des sécheresses, inondations ou ouragans alors qu'ils ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre. Des impacts qui causent des pertes humaines et économiques, aggravent leur dette et entravent leur développement.

« *C'est un cercle vicieux qui doit être brisé* », avait plaidé le ministre de l'environnement sénégalais, Alioune Ndoye, au nom des pays les moins avancés. Plus qu'une question de solidarité, cette demande d'aide financière relève d'une « *obligation morale* » et d'une « *dette climatique* », rappelaient les petites îles, alors que les pays développés ont construit leur richesse grâce aux énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz –, principales causes du réchauffement.

Lire aussi : [COP27 : la dette climatique du Nord envers le Sud, sujet brûlant des négociations](#)

Après un été de catastrophes climatiques, et notamment les dramatiques inondations au Pakistan qui ont fait 1 700 morts, les pays développés ne pouvaient plus fermer la porte. L'Union européenne (UE) a réalisé un revirement spectaculaire, jeudi, en acceptant le principe du fonds, permettant de le faire adopter. Puis les Etats-Unis ont rallié cette position.

Un comité composé de quatorze pays du Sud et de dix du Nord sera chargé de rendre opérationnel ce fonds dès la COP28. Il devra être abondé par les pays riches, mais aussi en « *étendant les sources de financement* ». De quoi ouvrir la porte à de l'argent provenant de pays émergents mais sans viser particulièrement la Chine. Pékin figure toujours dans la classification des pays en développement mais est devenu la deuxième puissance économique mondiale et le premier émetteur de gaz à effet de serre, ce qui justifierait, pour les pays développés, qu'il mette la main à la poche.

Lire aussi : [Les grands équilibres géopolitiques vacillent à la COP27 de Charm El-Cheikh](#)

L'enjeu sera ensuite d'éviter que le fonds ne reste une coquille vide, et de déterminer qui en bénéficie et qui l'abonde. A la COP27, une quarantaine de pays se sont d'ores et déjà engagés à mobiliser plus de 350 millions de dollars (338 millions d'euros) pour les « *pertes et dommages* », une première, même si cela reste une goutte d'eau par rapport aux besoins.

Le pétrole et le gaz ne sont pas évoqués

En revanche, cette conférence, qui s'est tenue dans un contexte de multiples crises géopolitiques, énergétiques ou alimentaires, n'a pas été au rendez-vous de l'accélération de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Avec les impacts du changement climatique, c'étaient pourtant « *les deux faces d'une même pièce* », avait prévenu Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, menaçant de claquer la porte des négociations sans des décisions fortes sur l'ambition.

Las, la COP échoue à s'attaquer aux énergies fossiles, pourtant les principales responsables du réchauffement climatique. Le texte mentionne seulement que les pays s'engagent à accélérer la réduction de l'utilisation du charbon et la sortie des subventions « *inefficaces* » aux énergies fossiles,

la même promesse que celle prise l'an dernier. Le pétrole et le gaz ne sont pas évoqués, alors que l'atteinte de la neutralité carbone implique de ne plus construire aucune installation fossile.

De nombreux Etats, notamment l'Union européenne (UE) ou même de grands producteurs de pétrole, comme les Etats-Unis, le Canada, la Norvège et la Colombie, soutenaient pourtant une sortie progressive de l'ensemble de ces combustibles, mais une majorité de pays, ceux du Golfe et la Chine en tête, s'y sont opposés. L'Inde, à l'origine de cette proposition, ne l'a plus poussée sur la fin des négociations.

La frustration est forte, pour la deuxième année de suite. La COP26 avait déjà vu l'engagement de sortir du charbon modifié à la dernière minute par une promesse de seulement réduire son utilisation progressivement. Même l'appel inédit à accélérer le déploiement des renouvelables est assorti d'une faille : il s'accompagne d'une mention sur les « *énergies basses émissions* », laissant la porte ouverte au gaz. « *La présidence égyptienne a produit un texte qui protège clairement les pétro-Etats et les industries des combustibles fossiles* », dénonce Laurence Tubiana, la directrice de la Fondation européenne pour le climat.

« Poursuivre leurs efforts »

Dans leurs décisions, les pays s'engagent aussi à « *poursuivre les efforts* » afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle – la cible la plus ambitieuse de l'accord de Paris –, ce qui nécessite une réduction des émissions « *immédiate, profonde et soutenue* » dans cette « *décennie critique* ». Une bataille qui n'était pas gagnée d'avance, tant certains pays, comme l'Arabie saoudite ou la Chine, rejettent cette ambition, préférant s'en tenir à l'autre objectif du traité international : contenir la hausse des températures bien en dessous de 2 °C. L'UE, qui a fait preuve de leadership, n'est pas parvenue à inscrire la demande d'un pic des émissions au plus tard en 2025, pour suivre les conclusions du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Les textes de décisions demandent aussi aux pays qui ne l'ont pas déjà fait d'accroître leurs objectifs climatiques avant la COP28. Les promesses des Etats sont actuellement très insuffisantes, puisqu'elles mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement climatique de 2,5 °C à la fin du siècle. Ces derniers mois et semaines, certains pays ont relevé leur ambition, comme l'Inde, l'UE, l'Indonésie, le Mexique ou le Vietnam. Mais ils représentent moins de la moitié du G20, responsable de 80 % des émissions mondiales. La Chine, « *l'éléphant dans la pièce* », selon les mots d'un diplomate européen, n'a pas pris de nouveaux engagements.

« *Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu* », a regretté le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à l'issue de la conférence. « *Ce que nous avons là, c'est un pas en avant trop court pour les habitants de la planète* », a abondé Frans Timmermans dans un discours enflammé, se disant « *déçu* ».

Lire aussi : [Depuis Charm El-Cheikh, les appels à faire de la COP15 sur la biodiversité une « priorité » se multiplient](#)

Omission majeure, la décision ne fait pas de référence à la COP15 sur la biodiversité. Cette conférence, qui s'ouvrira dans moins de trois semaines à Montréal (Canada), est pourtant cruciale pour l'avenir de la planète. Un nouveau cadre global doit y être adopté pour tenter de mettre fin, d'ici à 2030, à la destruction des écosystèmes, condition indispensable à la lutte contre le dérèglement climatique.

Une présidence égyptienne très critiquée

Ces rebondissements habituels des COP ont été rendus particulièrement aigus cette année par la méthode de la présidence égyptienne. L'Egypte, qui a longtemps manqué de vision sur ce qu'elle voulait obtenir lors de cette COP, n'est pas parvenue à piloter les débats et à jouer son rôle de facilitateur entre les groupes de négociations.

Pire, elle a été critiquée pour avancer masquée. « *Elle n'a pas joué le rôle du courtier honnête, elle pousse plus certaines positions, comme celles de la Chine ou de l'Arabie saoudite* », glisse une source au sein de la délégation française. Le président de la COP, le ministre des affaires étrangères égyptien, Sameh Choukri, est « *très cassant* », ajoute-t-elle, contrastant avec la diplomatie britannique organisatrice de la COP26. Sameh Choukri, lui, a renvoyé la responsabilité des retards aux délégations.

A ces crispations se sont ajoutées des critiques sur l'organisation de la COP. « *On a vu très peu de place pour que la société civile s'exprime* », a regretté Bas Eickhout, député Vert du Parlement européen, présent à Charm El-Cheikh. Sur fond de répression des droits humains, la COP a été marquée par les appels à libérer le prisonnier politique égyptien Alaa Abdel Fattah. La conférence a également été critiquée pour la place qu'elle a accordée aux énergies fossiles : elle a accueilli un record de 636 lobbyistes de cette industrie et a donné lieu, en coulisse, à la conclusion d'une vingtaine de contrats de gaz. Plus largement, elle a été épinglée pour la présence de nombreuses industries polluantes et le parrainage de Coca-Cola.

Sans compter l'impact écologique de l'événement. Pendant deux semaines, les 33 000 participants ont gelé sous une climatisation poussée au maximum, dans un centre de conférences situé dans le désert de la péninsule du Sinaï, survolé d'avions couvrant parfois les propos des intervenants. Un système de bus était mis à disposition... pour rejoindre des complexes hôteliers aux multiples piscines et pelouses arrosées en plein soleil.

Réforme du système financier

Comme chaque année, la question de l'utilité des COP ne manquera pas de se poser. « *Cette conférence a entraîné des progrès vers la reconstruction de la confiance entre Nord et Sud* », juge Sébastien Treyer, le directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales. En raison du fonds sur les « pertes et dommages », surtout. Mais aussi parce que le texte de décision soutient une réforme du système financier pour aider les plus vulnérables. L'idée, notamment portée par la France, est de revoir le fonctionnement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, de pousser les banques de développement à prêter plus d'argent aux pays vulnérables et de suspendre le remboursement de la dette de ces derniers en cas de catastrophe climatique.

Emmanuel Macron a annoncé, dimanche, vouloir organiser un sommet à Paris en juin 2023 pour mettre en place « *un nouveau pacte financier* » avec les pays vulnérables. Il le coorganisera avec la première ministre de la Barbade, Mia Mottley, afin, notamment, d'avancer dans la réforme des banques de développement et d'identifier des financements innovants pour les « pertes et dommages », précise une source proche de l'Elysée.

Lire aussi : [A la COP27, Emmanuel Macron insiste sur la justice climatique et sur une « recomposition profonde de nos mécanismes de solidarité »](#)

Une autre solution pourrait résider dans les « *partenariats pour une transition énergétique juste* », dans lesquels des pays développés aident financièrement ceux en développement à sortir des énergies fossiles. En marge du G20, l'Indonésie s'est ainsi vu promettre 20 milliards de dollars (environ 19 milliards d'euros) pour réduire sa dépendance au charbon.

La COP28, qui sera organisée à Dubaï, aux Emirats arabes unis, en novembre 2023, aura encore du travail pour continuer de renouer le fil de la confiance entre Nord et Sud, alors que les pays développés n'ont toujours pas tenu leur promesse, prise il y a treize ans, de mobiliser 100 milliards de dollars par an à destination des pays en développement. Elle devra rebâtir un multilatéralisme ébranlé par la guerre en Ukraine. Le G20 de Bali (Indonésie), les 15 et 16 novembre, et la reprise de la coopération sur le climat entre la Chine et les Etats-Unis (les deux principaux émetteurs) apportent une lueur d'espoir. Il en faudra toutefois bien plus pour être à la hauteur de l'urgence climatique et réussir une conférence qui s'annonce déjà comme cruciale, car elle sera l'occasion du premier bilan mondial des efforts climatiques des pays.

Audrey Garric (Charm El-Cheikh (Egypte), envoyée spéciale)

